

CONTRE LE GOUVERNEMENT DE LA CASSE SOCIALE : C'EST L'HEURE DE LA CONTRE-OFFENSIVE !



Avec la complicité bienveillante de Le Pen et du RN, le gouvernement Barnier engage une nouvelle étape dans la casse sociale. Augmentation des impôts, gel des salaires, menace sur les jours fériés et les revenus sociaux, attaques en tout genre contre la fonction publique : les attaques contre nos droits et nos revenus se multiplient !

UNE CASSE GÉNÉRALISÉE !

Avec la bénédiction du gouvernement, le patronat s'est engagé dans une nouvelle vague massive de licenciements. Depuis le début de l'année, pas moins de 180 plans de licenciements ont entraîné 150 000 suppressions d'emplois. Ils sont le plus souvent portés par de gros groupes, dont les profits explosent, comme Auchan, Michelin, MA France, Valéo, Renault, Sanofi, GE Vernola, Airbus, Nexity ou Vencorex. Pour ne prendre qu'un exemple, Michelin a annoncé la suppression de 1300 emplois... après avoir versé 1,3 milliards d'euros de dividendes à ses actionnaires !

Dans les entreprises publiques, la privatisation se poursuit, comme à la RATP où Pécresse a commencé le saucissonnage de l'entreprise, en concédant de premières lignes de bus à de grands groupes privés. À la SNCF, c'est la filière fret qui doit être démantelée au 1^{er} janvier 2025, afin de pouvoir être privatisée !

Si les profits et les licenciements explosent, les salaires sont en berne. En 2022, les salariés du privé ont perdu 1 % de pouvoir d'achat, puis 0,8 % en 2023 et selon l'OFCE il faut s'attendre à une nouvelle baisse en 2025. La fonction publique est particulièrement concernée, avec un gel désormais perpétuel du point d'indice, dont les effets vont être aggravés par la suppression annoncée de la garantie individuelle du pouvoir d'achat (Gipa). Cerise sur le gâteau : l'annonce

gouvernementale des 3 jours de carence et de la diminution du remboursement des arrêts maladie.

LA RÉSISTANCE S'ORGANISE !

Sur le front des licenciements, la résistance s'organise. A Cholet, Clermont ou Pont-de-Claix, grèves et manifestations se sont mises en place sur les sites concernés, avec des mobilisations qui ont permis des convergences entre les entreprises en lutte. La journée nationale appelée par la CGT le 12 décembre doit permettre d'unifier ces luttes.

Dans la SNCF, un premier appel à la grève est lancé pour le 22 novembre, avec dans la foulée un préavis de grève reconductible à partir du 11 décembre. Dans la fonction publique, une large intersyndicale appelle à une journée de grève le 5 décembre. Le mois de décembre nous offre la possibilité de faire converger les colères, car on est plus forts lorsqu'on est plus nombreux !

Tous les possibles sont ouverts, car jamais un gouvernement de la Ve République n'a été aussi faible que celui de Barnier et jamais aucun président de la République n'aura été aussi désavoué que Macron. Après le puissant mouvement de lutte contre la retraite à 64 ans, puis la constitution et le succès du NFP, c'est maintenant dans la rue que va se jouer notre combat contre la casse sociale. Et c'est dans l'unité et la radicalité qu'il nous faut l'aborder !

Mardi 19 novembre



contact@npa2009.org

l'Anticapitaliste
lanticapitaliste.org — hebdo mensuel émission